

IRIS

Institut de recherche
et d'informations
socio-économiques

Mai 2013

Financement des organismes communautaires

Présentation sommaire des données du sondage

Francis Fortier, chercheur-associé

L'auteure tient à remercier toutes des personnes qui ont travaillé à rendre cette étude possible.

révision et édition	Monique Moisan
mise en page	Eve-Lyne Couturier
conception graphique	molotov.ca

Toutes nos publications sont gratuites. En devenant membre ou en faisant un don, vous contribuez au maintien de l'accès libre à nos idées et à nos recherches :

Institut de recherche et d'informations socio-économiques
1710, rue Beaudry, bureau 2.0, Montréal (Québec) H2L 3E7
514 789-2409 · www.iris-recherche.qc.ca

Table des matières

Liste des tableaux	5
Liste des graphiques	6
Introduction	9
Méthodologie	11
1. Typologie des organismes communautaires répondants	13
1.1. Années d'existence des organismes communautaires	13
1.2. Répartition et intervention géographiques des organismes communautaires	13
1.3. Typologie d'intervention et population d'intervention des organismes communautaires	14
1.4. Les catégories des montants disponibles par exercice financier et les employés au sein des organismes communautaires	15
2. Les demandes de financement	17
2.1. Les sources de financement des organismes communautaires	17
2.2. La récurrence du financement	19
3. Les formes de financement des organismes communautaires	21
3.1. Le financement général des organismes communautaires	21
3.2. L'allocation moyenne du financement au regard des modes de subventions	21
4. Les transformations des pratiques communautaires	22
4.1. Les changements de pratique en lien avec les bailleurs de fonds	22
4.2. Les pratiques de la tarification	26
5. Les pratiques du secteur communautaire	27
5.1. Les pratiques organisationnelles	27
5.2. Les rapports avec les bailleurs de fonds	28
5.3. Instances et acteurs sociaux	31
Annexe 1 : Questionnaire	35
Notes de fin de document	55

Liste des tableaux

TABLEAU 1	Région administrative des organismes communautaires	11
TABLEAU 2	Affiliation des organismes communautaires au Québec	12
TABLEAU 3	Moyenne du financement des organismes communautaires	12
TABLEAU 4	Nombre d'années d'existence des organismes communautaires	13
TABLEAU 5	Région d'intervention des organismes communautaires	13
TABLEAU 6	Représentation du milieu d'invention des organismes communautaires	14
TABLEAU 7	Les organismes communautaires et leur niveau territorial d'intervention	14
TABLEAU 8	Présentation des organismes communautaires par typologie d'intervention	14
TABLEAU 9	Présentation des organismes communautaires par population d'intervention	15
TABLEAU 10	Répartition des organismes communautaires d'action autonome	15
TABLEAU 11	Montants disponibles par organismes communautaires au dernier exercice financier	15
TABLEAU 12	Nombre d'employé-es dans les organismes communautaires	16
TABLEAU 13	Les demandes de financement fédéral (1)	17
TABLEAU 14	Les demandes de financement fédéral (2)	17
TABLEAU 15	Les demandes de financement du provincial (1)	17
TABLEAU 16	Les demandes de financement du provincial (2)	17
TABLEAU 17	Les demandes de financement du provincial (3)	18
TABLEAU 18	Les demandes de financement au municipal	18
TABLEAU 19	Les demandes de financement scolaire	18
TABLEAU 20	Les demandes de financement à Centraide	18
TABLEAU 21	Les demandes de financement à la fondation Chagnon	18
TABLEAU 22	Les demandes de financement de fondations privées (excluant la fondation Chagnon)	18
TABLEAU 23	Le financement privé des organismes communautaires	19
TABLEAU 24	Les sources de l'autofinancement des organismes communautaires	19
TABLEAU 25	La récurrence du financement provenant du gouvernement fédéral	19
TABLEAU 26	La récurrence du financement provenant du gouvernement provincial	19
TABLEAU 27	La récurrence du financement provenant d'une instance municipale	19
TABLEAU 28	La récurrence du financement provenant de Centraide	20
TABLEAU 29	La récurrence du financement provenant de la Fondation Chagnon	20
TABLEAU 30	La récurrence du financement provenant de Fondations privées (excluant la Fondation Chagnon)	20
TABLEAU 31	Demandes de financement fédéral et modifications des pratiques des organismes communautaires	22

TABLEAU 32	Demandes de financement provincial et modifications des pratiques des organismes communautaires	23
TABLEAU 33	Demandes de financement municipal et modifications des pratiques des organismes communautaires	23
TABLEAU 34	Demandes de financement scolaire et modifications des pratiques des organismes communautaires	24
TABLEAU 35	Demandes de financement de Centraide et modifications des pratiques des organismes communautaires	24
TABLEAU 39	Les justifications de la pratique de la tarification dans le secteur communautaire	26
TABLEAU 40	Le rôle social des organismes communautaires	27
TABLEAU 41	L'importance des prises de positions sociales et politiques pour les organismes communautaires	27
TABLEAU 42	Perception des organismes communautaires des différents bailleurs de fonds (en nombre absolu)	28
TABLEAU 43	Perception des organismes communautaires des différents bailleurs de fonds (en nombre relatif)	29
TABLEAU 44	Les organismes communautaires et la problématique des redditions de compte	30
TABLEAU 45	L'évolution quantitative des bailleurs de fonds pour les organismes communautaire	30
TABLEAU 46	L'impact de l'augmentation du nombre de bailleurs de fonds pour les organismes communautaires	30
TABLEAU 47	L'impact de la diminution du nombre de bailleurs de fonds pour les organismes communautaires	30
TABLEAU 48	Poids de l'influence de certaines instances et acteurs sur le financement des organismes (en nombre absolu)	31
TABLEAU 49	Poids de l'influence de certaines instances et acteurs sur le financement des organismes (en nombre relatif)	31
TABLEAU 50	Poids de l'influence de certaines instances et acteurs sur les plan d'action et le type d'intervention des organismes (en nombre absolu)	31
TABLEAU 51	Poids de l'influence de certaines instances et acteurs sur les plans d'action et le type d'intervention des organismes (en nombre relatif)	32
TABLEAU 52	Poids de l'influence de certaines instances et acteurs sur les décisions au quotidien au sein de l'organisme (en nombre absolu)	32
TABLEAU 53	Poids de l'influence de certaines instances et acteurs sur les décisions au quotidien au sein de l'organisme (en nombre relatif)	32

Liste des graphiques

GRAPHIQUE 1	Proportion moyenne du financement des organismes communautaire	21
GRAPHIQUE 2	Proportion de l'allocation du financement, provincial, municipal et de Centraide selon le mode de financement	21

Introduction

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES ET MÉTHODOLOGIE DE LA PRÉSENTATION DES DONNÉES DU SONDAGE

Le document comporte des tableaux qui exposent presque l'ensemble des questions du sondage. Par contre, l'ordre préalablement établi du questionnaire n'est pas exactement le même que dans le document et ce, même s'il s'en approche beaucoup. Pour chacun des tableaux, nous présentons les données à la fois en nombre absolu et en nombre relatif (en pourcentage). De plus, une légende accompagne chacun des tableaux, légende qui comporte à la fois le nombre de répondants à la question et la question de référence, c'est-à-dire la ou les questions qui ont permis de construire le tableau. La pertinence d'ajouter le nombre de répondants réside dans la représentativité d'une projection sur une population entière des données du tableau. Un échantillon trop petit ne permet pas une projection fiable, de par le fait d'une marge d'erreur trop élevée qui pourrait, à terme, minimiser les écarts relatifs observés dans le tableau. Par contre, l'ensemble des tableaux, nonobstant la grandeur de l'échantillon, peut servir à l'élaboration de questions de recherche ultérieures, d'où l'utilité des tableaux qui n'ont qu'un petit échantillon. Ce document vise donc à présenter les résultats et non d'en faire l'analyse.

Puisque la diffusion du sondage servait également à colliger de l'information dite qualitative, les sections 4 et 5 y ont été réservées. Nous y retrouvons des tableaux qui ont une méthodologie similaire aux tableaux de données quantitatives. Le dernier élément d'analyse et de présentation des résultats que nous pouvons retrouver dans ces sections est une synthèse des réponses ouvertes du sondage.

Méthodologie

Une collecte de donnée brutes s'est effectuée par l'entremise d'un sondage avec choix de réponses. Le sondage a été mené du 9 janvier 2012 au 15 avril 2012 auprès de 700 organismes communautaires par l'entremise d'un questionnaire auto-administré par Internet. Le taux de réponse a été de 49,4 %, soit un échantillon de 346 répondants. La sélection des organismes communautaires répondants s'est faite selon une méthode aléatoire simple à partir d'une liste rassemblant l'ensemble des organismes communautaires ayant reçu un financement présent ou passé du gouvernement du Québec. Par conséquent, lorsque nous évoquons dans le présent document l'ensemble des organismes communautaires (la « population » statistique), nous nous référons spécifiquement aux organismes ayant reçu du financement provincial. La méthode de sélection des organismes communautaires participants confère un statut probabiliste au sondage. Par conséquent, ce sondage est représentatif avec une marge d'erreur de 5,3 %, 19 fois sur 20.

Le questionnaire du sondage comportait une série de questions ouvertes. Elles avaient pour objectif d'obtenir des éléments d'analyse qui n'auraient pas été couverts par les questions à choix de réponse, ainsi que de permettre aux répondant·e·s d'exposer et de développer le point de vue de leur organisme face à une problématique spécifique (perception des organismes face à certains bailleurs de fonds, pratiques de tarification...). Elles permettent principalement de comprendre la perception qu'ont les organismes communautaires de leurs bailleurs de fonds suite aux transformations de leur financement. Ces questions ouvertes n'ont pas été analysées dans la présente étude avec une approche statistique comme c'est le cas pour les autres questions du sondage; elles appellent une approche qualitative d'analyse de données. Environ 150 organismes ont répondu à une ou plusieurs de ces questions ouvertes, ce qui constitue un bassin important de répondant·e·s pour ce type d'approche. Dans la même optique d'approche qualitative que les questions ouvertes, des entrevues supplémentaires ont été effectuées avec des représentant·e·s des organismes communautaires ayant participé au sondage. Dans la même optique d'approche qualitative que les questions ouvertes, quatre entrevues supplémentaires ont été effectuées avec des représentant·e·s des organismes communautaires ayant participé au sondage. Ces entrevues individuelles d'une durée moyenne d'une heure et demie permettent de cumuler des informations qui ne pouvaient être obtenues par la méthode du sondage et

procurent une analyse plus approfondie des réponses obtenues aux questions ouvertes.

REPRÉSENTATIVITÉ DU SONDRAGE

Afin de s'assurer de la représentativité de l'échantillon sélectionné, nous l'avons soumis à trois critères : (1) la région de l'organisme répondant, (2) son affiliation à titre d'organisme d'action communautaire (autonome ou non) et, (3) les montants moyens de financement provenant du rapport Malette¹. En somme, la justification de représentativité de l'échantillon se fait sur trois axes : géographique, politique et financier. Le Tableau 1 permet d'observer qu'il n'y a pas de différence significative ($\chi^2(16) 25,6117$ n.s.) entre la population (qui représente les organismes communautaires au Québec) et l'échantillon. Les quelques disparités ne sont pas notables et ne pourraient générer une sous-représentation ou surreprésentation d'une région dans le sondage en regard de la population.

TABLEAU 1 Région administrative des organismes communautaires

Région	Population	Sondage
01. Bas-St-Laurent	4,5 %	5,7 %
02. Saguenay-Lac-St-Jean	6,3 %	8,9 %
03. Québec (Capitale-Nationale)	8,7 %	9,2 %
04. Mauricie	8,7 %	9,5 %
05. Estrie	4,7 %	5,4 %
06. Montréal	19,4 %	16,1 %
07. Outaouais	4,9 %	6,5 %
08. Abitibi-Témiscamingue	3,9 %	4,2 %
09. Côte-Nord	3,7 %	5,1 %
10. Nord-du-Québec	0,8 %	0,6 %
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4,1 %	6,3 %
12. Chaudière-Appalaches	5,8 %	6,8 %
13. Laval	2,3 %	3,3 %
14. Lanaudière	4,5 %	4,8 %
15. Laurentides	5,2 %	5,7 %
16. Montérégie	11,6 %	10,1 %
17. Centre-du-Québec	10,5 %	9,5 %

TABLEAU 2 Affiliation des organismes communautaires au Québec

	Population	Sondage
Organismes d'action communautaire (AC)	24,2 %	25,2 %
Organismes d'action communautaire autonome (ACA)	75,7 %	74,8 %

TABLEAU 3 Moyenne du financement des organismes communautaires

	Rapport Malette	Sondage IRIS
Provincial	58 %	61 %
Fédéral	6 %	6 %
Autofinancement	19 %	18 %
Autres	17 %	15 %

Le Tableau 2 ne révèle pas de différence statistiquement significative ($\chi^2(1) 0,9774$ n.s.) entre la proportion d'organismes d'action communautaire autonome au Québec et leur proportion des répondants à notre sondage. La représentativité du sondage est également observable en ce qui a trait aux moyennes de financement observées dans le rapport Malette (Tableau 3). En somme, en faisant reposer la représentativité du sondage sur ces trois axes, il est possible d'effectuer une projection valable sur les organismes communautaires au Québec à partir du sondage.

1. Typologie des organismes communautaires répondants

Cette première section d'exposition des résultats du sondage se concentre spécifiquement sur ce que nous définissons comme des questions de typologie. Ces questions visaient dans un premier temps à s'assurer de la représentativité de l'échantillon sélectionné, permettant une projection réaliste et scientifique sur l'ensemble de la population. Cette section permet également de dresser un portrait général qualitatif et quantitatif sur les organismes communautaires et permet par surcroît de cibler rapidement les possibilités de subdivision des analyses subséquentes.

1.1. Années d'existence des organismes communautaires

TABLEAU 4 Nombre d'années d'existence des organismes communautaires

Nombre d'années d'existence des organismes communautaires	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
5 et moins	2	0,2 %
6 à 10	24	7,2 %
11 à 25	168	50,2 %
26 à 50	137	40,8 %
51 et plus	5	1,5 %

Nombre de répondants : 336

Question de référence : #1

1.2. Répartition et intervention géographiques des organismes communautaires

TABLEAU 5 Région d'intervention des organismes communautaires

Région	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
01. Bas-St-Laurent	19	5,7 %
02. Saguenay-Lac-St-Jean	30	8,2 %
03. Québec (Capitale-Nationale)	31	9,2 %
04. Mauricie	32	9,2 %
05. Estrie	18	5,4 %
06. Montréal	54	16,1 %
07. Outaouais	22	6,6 %
08. Abitibi-Témiscaminque	14	4,2 %
09. Côte-Nord	17	5,1 %
10. Nord-du-Québec	2	0,2 %
11. Gaspésie-les-de-la-Madeleine	21	6,3 %
12. Chaudière-Appalaches	23	6,9 %
13. Laval	11	3,3 %
14. Lanaudière	16	4,8 %
15. Laurentides	19	5,7 %
16. Montérégie	34	10,2 %
17. Centre-du-Québec	32	9,2 %
Regroupement provincial	23	6,9 %

Nombre de répondants : 336

Question de référence : #2

TABEAU 6 Représentation du milieu d'intervention des organismes communautaires

Milieu d'intervention de l'organisme	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
Rural	75	22,1 %
Urbain	104	30,6 %
Les deux	161	47,4 %

Nombre de répondants : 340

TABEAU 7 Les organismes communautaires et leur niveau territorial d'intervention

Niveau d'intervention	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
Local	171	49,9 %
Régional	147	42,9 %
Provincial	25	7,3 %

Nombre de répondants : 343
Question de référence : #4

1.3. Typologie d'intervention et population d'intervention des organismes communautaires

TABEAU 8 Présentation des organismes communautaires par typologie d'intervention

Type d'organisme	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
D'accueil, d'écoute, d'éducation et d'orientation	138	41,1 %
Défense collective des droits	83	24,2 %
Aide, entraide ou dépannage	120	35,2 %
Soutien en milieu de vie	122	36,2 %
Maison d'hébergement	38	11,2 %
De service ou d'intervention directe auprès de personnes vivant des situations problématiques aiguës	73	21,2 %
Regroupement local d'organismes	17	5,1 %
Regroupement régional d'organismes	26	7,2 %
Regroupement provincial d'organismes	17	5,1 %

Nombre de répondants : 336
Question de référence : #5

TABLEAU 9 Présentation des organismes communautaires par population d'intervention

Population ciblée	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
Aînés	28	8,2 %
Autochtones	3	0,9 %
Communautés culturelles	6	1,2 %
Communautés homosexuelles et LGBTQ	1	0,3 %
Familles	24	7,0 %
Femmes	29	8,2 %
Hommes	6	1,2 %
Jeunes (mois de 35 ans)	53	15,2 %
Organismes communautaires	32	9,2 %
Personnes en situation de pauvreté/précarité financière	29	8,2 %
Personnes accidentées de la route	3	0,9 %
Personnes accidentées du travail	1	0,3 %
Personnes aux prises avec des problèmes de santé physique	23	6,7 %
Personnes aux prises avec des problèmes de santé physique	9	2,2 %
Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive)	25	7,3 %
Population en général	72	20,2 %
Nombre de répondants : 344		
Question de référence : #6		

TABLEAU 10 Répartition des organismes communautaires d'action autonome

Types d'organisme	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
Organisme d'action communautaire	83	25,2 %
Organisme d'action communautaire autonome	246	74,8 %
Nombre de répondants : 329		

1.4. Les catégories des montants disponibles par exercice financier et les employés au sein des organismes communautaires

TABLEAU 11 Montants disponibles par organismes communautaires au dernier exercice financier

Catégorie de montants disponibles (toutes sources de financement)	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
25 000 \$ et moins	13	3,9 %
25 000 \$ et 50 000 \$	14	4,2 %
50 000 \$ et 75 000 \$	26	7,8 %
75 000 \$ et 100 000 \$	24	7,2 %
100 000 et 150 000 \$	44	13,2 %
150 000 \$ et 200 000 \$	53	15,9 %
200 000 \$ et 300 000 \$	62	18,6 %
300 000 \$ et 400 000 \$	23	6,9 %
400 000 \$ et 500 000 \$	24	7,2 %
500 000 \$ et 750 000 \$	27	8,1 %
750 000 \$ et +	24	7,2 %
Catégories construites par l'IRIS		
Nombre de répondants : 334		
Question de référence : #7		

TABEAU 12 Nombre d'employé-es dans les organismes
communautaires

Nombre d'employé-es dans les organismes	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
aucun	18	5,2 %
1 à 3 employé-es	161	47,8 %
4 à 7 employé-es	90	26,2 %
7 à 10 employé-es	30	8,2 %
10 à 20 employé-es	28	8,2 %
20 employé-es et +	10	3,0 %

Catégories construites par l'IRIS
Nombre de répondants : 337
Question de référence : #8

2. Les demandes de financement

Cette partie vise spécifiquement une analyse sur les pratiques des organismes communautaires en ce qui concerne les demandes de subventions et ses liens avec le financement réel des organismes. De plus, cette section traite également de la récurrence des différentes formes de financement des organismes au cours des dernières années.

2.1. Les sources de financement des organismes communautaires

L'ensemble des tableaux exposant les données du sondage concernant les demandes de financement provient de questions à réponse unique. Par contre, il faut faire une distinction entre les tableaux qui ont un 1, un 2 ou encore un 3 (dans le cas spécifique du financement provincial) entre parenthèses. Lorsque, au bout du titre du tableau, nous retrouvons (1), cela veut dire que l'ensemble des répondants étaient soumis à cette question. Par contre, lorsque le titre du tableau se termine par (2), seulement les répondants ayant préalablement reçu un financement (fédéral par exemple) devaient répondre à cette question. Il n'est pas possible de fusionner les deux tableaux.

TABLEAU 13 Les demandes de financement fédéral (1)

Financement fédéral	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
L'organisme n'a pas fait de demande	185	57,5 %
L'organisme a fait une demande et l'a obtenue	114	35,2 %
L'organisme a fait une demande, mais ne l'a pas obtenue	23	7,2 %
Nombre de répondants : 322 Question de référence : #10		

TABLEAU 14 Les demandes de financement fédéral (2)

Financement fédéral	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
L'organisme n'a pas fait de demande	97	75,2 %
L'organisme a fait une demande et l'a obtenue	15	13,2 %
L'organisme a fait une demande, mais ne l'a pas obtenue	2	1,8 %
Nombre de répondants : 114 Question de référence : #17		

TABLEAU 15 Les demandes de financement du provincial (1)

Financement provincial	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
L'organisme n'a pas fait de demande	26	8,2 %
L'organisme a fait une demande et l'a obtenue	270	87,7 %
L'organisme a fait une demande, mais ne l'a pas obtenue	12	3,2 %
Nombre de répondants : 308 Question de référence : #36		

TABLEAU 16 Les demandes de financement du provincial (2)

Financement provincial	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
L'organisme n'a pas fait de demande	200	64,2 %
L'organisme a fait une demande et l'a obtenue	99	32,2 %
L'organisme a fait une demande, mais ne l'a pas obtenue	9	2,2 %
Nombre de répondants : 308 Question de référence : #43		

TABLEAU 17 Les demandes de financement du provincial (3)

Financement provincial	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
L'organisme n'a pas fait de demande	73	73,2 %
L'organisme a fait une demande et l'a obtenue	25	25,3 %
L'organisme a fait une demande, mais ne l'a pas obtenue	1	1,2 %
Nombre de répondants : 336		
Question de référence : #50		

TABLEAU 18 Les demandes de financement au municipal

Financement municipal	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
L'organisme n'a pas fait de demande	161	55,2 %
L'organisme a fait une demande et l'a obtenue	130	44,7 %
L'organisme a fait une demande, mais ne l'a pas obtenue ⁰	0	0,2 %
Nombre de répondants : 291		
Question de référence : #62		

TABLEAU 19 Les demandes de financement scolaire

Financement scolaire	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
L'organisme n'a pas fait de demande	260	90,3 %
L'organisme a fait une demande et l'a obtenue	20	6,2 %
L'organisme a fait une demande, mais ne l'a pas obtenue	8	2,8 %
Nombre de répondants : 288		
Question de référence : #73		

TABLEAU 20 Les demandes de financement à Centraide

Financement de Centraide	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
L'organisme n'a pas fait de demande	154	53,5 %
L'organisme a fait une demande et l'a obtenue	107	37,2 %
L'organisme a fait une demande, mais ne l'a pas obtenue	27	9,4 %
Nombre de répondants : 288		
Question de référence : #80		

TABLEAU 21 Les demandes de financement à la fondation Chagnon

Financement de la fondation Chagnon	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
L'organisme n'a pas fait de demande	266	92,4 %
L'organisme a fait une demande et l'a obtenue	12	4,2 %
L'organisme a fait une demande, mais ne l'a pas obtenue	10	3,5 %
Nombre de répondants : 288		
Question de référence : #91		

TABLEAU 22 Les demandes de financement de fondations privées (excluant la fondation Chagnon)

Financement de fondations privées (excluant la fondation Chagnon)	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
L'organisme n'a pas fait de demande	184	63,9 %
L'organisme a fait une demande et l'a obtenue	75	26,2 %
L'organisme a fait une demande, mais ne l'a pas obtenue	29	10,1 %
Nombre de répondants : 288		
Question de référence : #101		

TABLEAU 23 Le financement privé des organismes communautaires

Sources de financement privé	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
Clubs sociaux philanthropiques	65	22,6 %
Caisses de bienfaisance d'employé-es	24	8,33 %
Syndicats	30	10,2 %
Communautés religieuses	64	22,2 %
Commandites pour visibilité	112	38,9 %

Nombre total de répondants : 288

Questions de référence : de #121 à #124

TABLEAU 24 Les sources de l'autofinancement des organismes communautaires

Sources d'autofinancement	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
La vente de produits	86	29,9 %
L'imposition d'un coût d'entrée pour un événement qui n'est pas en lien avec la mission de l'organisme (ex : souper bénéfice)	37	12,9 %
La tarification (volontaire ou obligatoire) d'activités offertes en lien avec la mission de l'organisme	76	26,4 %

Nombre de répondants : 336

Question de référence : #130

2.2. La récurrence du financement

Dans cette section, nous présentons globalement le lien existant entre l'obtention d'un financement et la reconduction d'un financement. Nous présentons, dans un premier temps, les tableaux pour chacune des formes de financement (fédéral, provincial municipal...). Ces tableaux représentent des réponses pour toutes les subventions reçues. C'est-à-dire qu'il est probable qu'un organisme se retrouve deux fois dans le même tableau; si par exemple cet organisme recevait deux financements du gouvernement provincial, cet organisme devait répondre à la question pour chacun des financements reçus.

TABLEAU 25 La récurrence du financement provenant du gouvernement fédéral

Nombre d'année que le financement a été alloué à l'organisme	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
Première fois	10	9,4 %
De 2 à 5 ans	31	29,0 %
De 6 à 9 ans	24	22,2 %
10 ans et plus	42	39,3 %

Nombre de répondants : 107

Questions de référence : #16 et #23

TABLEAU 26 La récurrence du financement provenant du gouvernement provincial

Nombre d'année que le financement a été alloué à l'organisme	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
Première fois	18	4,9 %
De 2 à 5 ans	71	19,3 %
De 6 à 9 ans	72	19,6 %
10 ans et plus	207	56,3 %

Nombre de répondants : 368

Questions de référence : #42, #49 et #56

TABLEAU 27 La récurrence du financement provenant d'une instance municipale

Nombre d'année que le financement a été alloué à l'organisme	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
Première fois	15	14,9 %
De 2 à 5 ans	35	34,7 %
De 6 à 9 ans	27	26,2 %
10 ans et plus	24	23,8 %

Nombre de répondants : 101

Question de référence : #67

TABLEAU 28 La récurrence du financement provenant de Centraide

Nombre d'année que le financement a été alloué à l'organisme	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
Première fois	3	2,9 %
De 2 à 5 ans	14	13,5 %
De 6 à 9 ans	16	15,4 %
10 ans et plus	71	68,3 %

Nombre de répondants : 106
Question de référence : #176

TABLEAU 29 La récurrence du financement provenant de la Fondation Chagnon

Nombre d'année que le financement a été alloué à l'organisme	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
Première fois	5	41,7 %
2 ans	6	50,2 %
4 ans	1	8,2 %

Nombre de répondants : 12
Question de référence : #95

TABLEAU 30 La récurrence du financement provenant de Fondations privées (excluant la Fondation Chagnon)

Nombre d'année que le financement a été alloué à l'organisme	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
Première fois	22	23,2 %
De 2 à 5 ans	34	36,2 %
De 6 à 9 ans	18	19,2 %
10 ans et plus	20	21,3 %

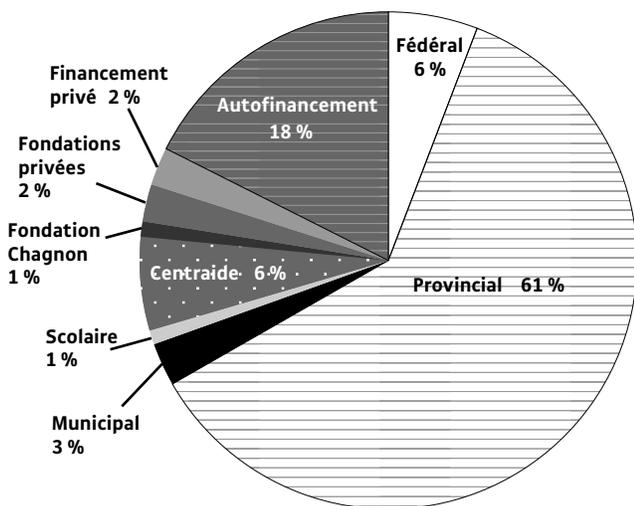
Nombre de répondants : 94
Questions de référence : #107 et #114

3. Les formes de financement des organismes communautaires

Cette section expose les formes de financement basé sur les montants reçus. Contrairement à la section précédente, qui expose le pourcentage d'organismes recevant telle ou telle forme de financement, ici nous parlons plutôt du pourcentage des différentes provenances de la tarte de revenus des organismes communautaires. Nous avons d'ailleurs inclus un graphique dans cette partie afin d'offrir un support visuel à l'exposition des données. Puisque l'allocation de subventions provenant des différents paliers gouvernementaux (fédéral, provincial, municipal) et de Centraide s'effectue dans des paramètres semblables, il est possible d'en extraire des données regroupées sous les quatre formes principales de financement.

3.1. Le financement général des organismes communautaires

GRAPHIQUE 1 Proportion moyenne du financement des organismes communautaire



Nombre de répondants : 336

3.2. L'allocation moyenne du financement au regard des modes de subventions

GRAPHIQUE 2 Proportion de l'allocation du financement, provincial, municipal et de Centraide selon le mode de financement



Nombre de répondants : 336

4. Les transformations des pratiques communautaires

4.1. Les changements de pratique en lien avec les bailleurs de fonds

Pour cette section du sondage, nous avons posé la même question pour chacun des bailleurs de fond. La question n'était posée que pour les organismes ayant demandé du financement aux dits bailleurs et ce, qu'ils aient reçu ou non le financement. C'est ce qui explique la différence de l'échantillon ayant répondu aux différentes questions associées à cette partie. Par ailleurs, il est à noter que nous disposons distinctement des réponses des organismes ayant reçu du financement et de ceux ayant fait la demande mais n'ayant pas reçu le financement. Puisqu'il était possible de répondre à plus d'un élément, les proportions (%) de répondants ont été ajustées. Pour tous les tableaux de la section 4.1, nous avons fusionné les deux questions. Ces deux questions visaient à connaître les changements de pratiques des organismes dans le but d'obtenir une subvention. Cette question a été posée à tous les organismes communautaires qui ont fait une demande, mais nous possédons également les réponses distinctement pour les organismes qui ont obtenu le financement et ceux ayant fait la demande, mais qui ne l'ont pas obtenu. Il est possible pour une future analyse de faire une comparaison entre ces deux catégories d'organismes pour chacune des formes de financement. De plus, puisqu'il était possible de répondre à plus d'une réponse, nous avons ajusté les réponses en proportion sur le nombre total de répondants, plutôt que sur le nombre total de réponses. Puisqu'avec cette section nous entrons plus spécifiquement dans la gestion de réponses qui sont à caractère qualitatif (principalement sur l'impression de l'organisme face à des situations spécifiques), nous avons ajouté à la suite de chacun des tableaux, une synthèse des réponses ouvertes à développement du sondage qui étaient en lien avec la problématique explorée dans ledit tableau.

TABLEAU 31 Demandes de financement fédéral et modifications des pratiques des organismes communautaires

	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
Vous vous êtes abstenu de prendre position publiquement sur un thème en dépit de votre volonté de le faire	5	4,1 %
Vous avez modifié vos activités	14	11,4 %
Vous avez modifié votre approche envers des personnes rencontrées (ex. philosophie du groupe, style d'intervention, etc.)	5	4,1 %
Vous avez modifié votre mission ou vos objectifs	0	0,2 %
Vous avez modifié le fonctionnement ou la composition de vos instances	2	1,2 %
Aucune modification n'a été faite	97	78,9 %

Nombre de répondants : 123

Questions de référence : #31 et #34

RÉPONSES LIBRES DES ORGANISMES AYANT PARTICIPÉ AU SONDAJE

Certains répondants affirment que des bailleurs de fonds du gouvernement fédéral exigent parfois des changements dans un projet, parfois même après l'avoir accepté. D'autres exigent que l'organisme se présente à des tables de concertation. Certains répondants se sont pliés aux exigences, d'autres non, conscients qu'ils devront peut-être subir des conséquences de leur refus. D'autres encore n'ont pas de problème à incorporer les changements exigés, car ils correspondent bien à leur mission. Plusieurs mentionnent les exigences d'Emploi Canada, qui ont mené à certaines conséquences plus ou moins sérieuses pour les employé-es. Plusieurs réponses détaillent des coupures qui ont été faites dans leur organisme suite à une perte de financement. Un répondant affirme avoir refusé une subvention pour échapper aux conditionnalités qui y étaient rattachées. Un autre indique qu'aucun changement n'a été apporté à la structure de son organisme malgré des changements apportés aux activités.

Nombre de répondants : 22

Questions de référence : #32 et #35

TABLEAU 32 Demandes de financement provincial et modifications des pratiques des organismes communautaires

	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
Vous vous êtes abstenu de prendre position publiquement sur un thème en dépit de votre volonté de le faire	13	5,0 %
Vous avez modifié vos activités	26	10,0 %
Vous avez modifié votre approche envers des personnes rencontrées (ex. philosophie du groupe, style d'intervention, etc.)	10	3,2 %
Vous avez modifié votre mission ou vos objectifs	9	3,5 %
Vous avez modifié le fonctionnement ou la composition de vos instances	9	3,5 %
Aucune modification n'a été faite	208	79,7 %

Nombre de répondants : 261
Questions de référence : #57 et #60

RÉPONSES LIBRES DES ORGANISMES AYANT PARTICIPÉ AU SONDAGE

Huit répondants affirment qu'ils ont dû effectuer des modifications dans leurs services, mission, type de clientèle, recrutement ou autre pour se plier aux exigences du gouvernement provincial. La plupart n'apprécie pas ces modifications, bien qu'une minorité les perçoive plutôt positivement. Certains acceptent les modifications superficielles, mais refusent de modifier leurs valeurs ou leur mission. Par ailleurs, deux répondants hésitent à critiquer le gouvernement qui les finance alors que trois autres ne s'empêchent pas de le faire, au risque de perdre une partie de leur financement. Un répondant affirme qu'il a dû changer la mission de l'organisme pour recevoir un financement pour des activités qui étaient déjà réalisées.

Nombre de répondants : 42
Questions de référence : #35, #58 et #61

TABLEAU 33 Demandes de financement municipal et modifications des pratiques des organismes communautaires

	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
Vous vous êtes abstenu de prendre position publiquement sur un thème en dépit de votre volonté de le faire	5	4,2 %
Vous avez modifié vos activités	6	4,2 %
Vous avez modifié votre approche envers des personnes rencontrées (ex. philosophie du groupe, style d'intervention, etc.)	1	0,2 %
Vous avez modifié votre mission ou vos objectifs	1	0,2 %
Vous avez modifié le fonctionnement ou la composition de vos instances	3	2,2 %
Aucune modification n'a été faite	109	87,2 %

Nombre de répondants : 124
Questions de référence : #68 et #71

RÉPONSES LIBRES DES ORGANISMES AYANT PARTICIPÉ AU SONDAGE

À ce niveau, les réponses sont plus positives qu'avec les paliers fédéral et provincial. Plusieurs répondants insistent sur l'importance de maintenir un dialogue fructueux avec les élus pour maintenir le financement. D'autres ont dû apporter des modifications plus ou moins importantes dans leurs activités ou leur recrutement. Parfois, il s'agit simplement de privilégier certains *buzzwords* spécifiques dans les demandes de financement. Finalement, certains hésitent à critiquer les élus municipaux, voire même s'en empêchent, de peur de perdre leur financement. Une réponse révèle que l'organisme a la ferme intention de ne pas modifier quoi que ce soit. Une autre indique qu'il lui faut développer de nouveaux projets pour recevoir à nouveau du financement.

Nombre de répondants : 18
Questions de référence : #69 et #72

TABLEAU 34 Demandes de financement scolaire et modifications des pratiques des organismes communautaires

	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
Vous vous êtes abstenu de prendre position publiquement sur un thème en dépit de votre volonté de le faire	1	4,2 %
Vous avez modifié vos activités	0	0,2 %
Vous avez modifié votre approche envers des personnes rencontrées (ex. philosophie du groupe, style d'intervention, etc.)	0	0,2 %
Vous avez modifié votre mission ou vos objectifs	0	0,2 %
Vous avez modifié le fonctionnement ou la composition de vos instances	0	0,2 %
Aucune modification n'a été faite	23	95,2 %

Nombre de répondants : 24
Questions de référence : #75 et #78

RÉPONSES LIBRES DES ORGANISMES AYANT PARTICIPÉ AU SONDAJE

Un répondant craint de perdre une subvention sous la pression de syndicats qui réclament un niveau de scolarité plus élevé de la part des employé-es. Une autre a ajouté une activité d'aide aux devoirs pour recevoir du financement. Un répondant détaille les activités de son organisme et affirme qu'il ne reçoit aucun financement. Un autre affirme avoir reçu un financement par projet ponctuel au sein duquel son organisme a dû collaborer avec une commission scolaire.

Nombre de répondants : 4
Questions de référence : #76 et #79

TABLEAU 35 Demandes de financement de Centraide et modifications des pratiques des organismes communautaires

	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
Vous vous êtes abstenu de prendre position publiquement sur un thème en dépit de votre volonté de le faire	3	2,2 %
Vous avez modifié vos activités	15	11,2 %
Vous avez modifié votre approche envers des personnes rencontrées (ex. philosophie du groupe, style d'intervention, etc.)	3	2,2 %
Vous avez modifié votre mission ou vos objectifs	6	4,2 %
Vous avez modifié le fonctionnement ou la composition de vos instances	5	3,9 %
Aucune modification n'a été faite	105	80,8 %

Nombre de répondants : 130
Questions de référence : #86 et #89

RÉPONSES LIBRES DES ORGANISMES AYANT PARTICIPÉ AU SONDAJE

Plusieurs répondants soulignent que Centraide leur demande des modifications au niveau de leurs habitudes, de leurs activités, de l'emploi de bénévoles ou de la composition du CA. Deux mentionnent que l'on exige d'eux que leur propre campagne de financement ne doit pas faire concurrence à celle de Centraide. On se plaint aussi du nombre de formulaires à remplir par rapport à la taille du financement reçu. Deux autres mentionnent qu'ils ont dû changer leur libellé pour obtenir un numéro de bienfaisance. Un répondant affirme que son organisme est prêt à fréquenter plus de tables de concertation ou à fusionner avec un autre organisme si Centraide leur demande. D'autres se sont fait demandé de déménager, ce qu'ils ont refusé pour ensuite cesser d'interagir avec Centraide.

Nombre de répondants : 35
Questions de référence : #87 et #90

TABLEAU 36 Demandes de financement de la Fondation Chagnon et modifications des pratiques des organismes communautaires

	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
Vous vous êtes abstenu de prendre position publiquement sur un thème en dépit de votre volonté de le faire	0	0,2 %
Vous avez modifié vos activités	5	27,8 %
Vous avez modifié votre approche envers des personnes rencontrées (ex. philosophie du groupe, style d'intervention, etc.)	0	0,2 %
Vous avez modifié votre mission ou vos objectifs	0	0,2 %
Vous avez modifié le fonctionnement ou la composition de vos instances	0	0,2 %
Aucune modification n'a été faite	13	72,2 %

Nombre de répondants : 18
Questions de référence : #96 et #99

RÉPONSES LIBRES DES ORGANISMES AYANT PARTICIPÉ AU SONDAJE

À une table de concertation avec la fondation Chagnon, les tensions sont tendues avec le bailleur de fonds, mais les relations avec les autres organismes se renforcent car tous cherchent à s'unir pour contrer les exigences de la fondation. Un autre répondant affirme qu'il doit rajouter des activités d'un certain type pour bénéficier de financement.

Nombre de répondants : 2
Question de référence : #9

TABLEAU 37 Demandes de financement des fondations privées (excluant la Fondation Chagnon) et modifications des pratiques des organismes communautaires

	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
Vous vous êtes abstenu de prendre position publiquement sur un thème en dépit de votre volonté de le faire	2	2,1 %
Vous avez modifié vos activités	6	6,3 %
Vous avez modifié votre approche envers des personnes rencontrées (ex. philosophie du groupe, style d'intervention, etc.)	0	0,2 %
Vous avez modifié votre mission ou vos objectifs	1	1,2 %
Vous avez modifié le fonctionnement ou la composition de vos instances	3	3,2 %
Aucune modification n'a été faite	86	89,6 %

Nombre de répondants : 96
Questions de référence : #115 et #118

RÉPONSES LIBRES DES ORGANISMES AYANT PARTICIPÉ AU SONDAJE

Un répondant s'est plié à des exigences pour avoir un numéro de bienfaisance. Un autre maintient deux groupes de cuisiniers simplement afin de conserver le financement pour une cuisine collective. Deux répondants ont dû rajouter des activités pour plaire à leur bailleur de fonds.

Nombre de répondants : 7
Questions de référence : #116 et #119

TABLEAU 38 Demandes de financement (pour l'ensemble des bailleurs de fonds) et modifications des pratiques des organismes communautaires

	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
Vous vous êtes abstenu de prendre position publiquement sur un thème en dépit de votre volonté de le faire	29	3,2 %
Vous avez modifié vos activités	72	9,3 %
Vous avez modifié votre approche envers des personnes rencontrées (ex. philosophie du groupe, style d'intervention, etc.)	19	2,5 %
Vous avez modifié votre mission ou vos objectifs	17	2,2 %
Vous avez modifié le fonctionnement ou la composition de vos instances	22	2,2 %
Aucune modification n'a été faite	641	82,2 %

Contrairement aux tableaux précédents de cette section, ce tableau se doit de n'être analysé que via la colonne des proportions. Ce sont les demandes de financement qui sont ici comptabilisées et non les organismes communautaires. En somme, nous devons le lire un peu comme suit : les organismes communautaires n'effectuent aucun changement suite à une demande de financement et ce dans 82,60 % des cas de demandes.

4.2. Les pratiques de la tarification

Dans cette sous-section des pratiques des organismes communautaires sur le financement, nous présentons spécifiquement un tableau relatant la problématique de la tarification dans la dynamique de l'autofinancement des organismes communautaires. Seuls les organismes pratiquant la tarification pouvaient répondre à cette question. Puisque plusieurs réponses étaient possibles pour chacun des répondants, il n'y a ni exclusivité des réponses, ni une hiérarchisation à extraire du tableau.

TABLEAU 39 Les justifications de la pratique de la tarification dans le secteur communautaire

	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
La tarification d'activités est une pratique habituelle de l'organisme	46	60,2 %
La tarification permet de diversifier les sources de financement	39	51,2 %
La tarification vise à réduire le nombre de participant.es (trop d'intéressé.es, pas assez de place)	36	47,4 %
La tarification permet de faciliter l'organisation logistique (ex : pour s'assurer de la présence des inscrits)	0	0,2 %
La tarification est une exigence d'un bailleur de fonds	2	2,2 %
Nombre de répondants : 76		
Question de référence : #131		

5. Les pratiques du secteur communautaire

5.1. Les pratiques organisationnelles

TABEAU 40 Le rôle social des organismes communautaires

	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
Agir à titre de partenaire dans l'application et l'élaboration des politiques publiques	31	12,5 %
Offrir des services efficaces là où il existe un marché	123	49,2 %
S'engager dans les luttes sociales aux côtés de la société civile	95	38,2 %

Nombre de répondants : 249
Question de référence : #136

RÉPONSES LIBRES DES ORGANISMES AYANT PARTICIPÉ AU SONDRAGE EN LIEN AVEC LES DEUX TABLEAUX PRÉCÉDENTS

Plusieurs répondants semblent un peu sur la défensive par rapport à cette question. D'autres ne répondent pas vraiment à la question posée. Deux d'entre eux critiquent la formulation de la question 136. La réponse la plus fréquente est simplement « non » (16) alors que 12 affirment que leurs actions sont déjà en accord avec leur philosophie et leur mission. Dix répondants voudraient bien rajouter des offres de service à la communauté, mais il leur manque de ressources, de temps ou d'employé-es. De façon générale, 12 répondants insistent sur l'importance d'être issu de la communauté et d'établir des liens serrés avec elle et quatre comptent rester indépendants par rapport aux bailleurs de fonds. Trois répondants avouent que, pour donner plus de services, ils sont prêts à se plier aux exigences des bailleurs de fonds.

Nombre de répondants : 65
Question de référence : #138

TABEAU 41 L'importance des prises de positions sociales et politiques pour les organismes communautaires

	ne s'applique pas	un peu (1)	(2)	(3)	beaucoup (4)
Être issu de la communauté	2,3 %	2,7 %	3,2 %	8,8 %	82,2 %
Travailler en lien avec la communauté	0,8 %	0,8 %	1,2 %	13,3 %	83,2 %
Offrir des services	1,9 %	2,3 %	6,8 %	18,2 %	70,7 %
Régénérer (réparer) les liens sociaux	9,2 %	7,3 %	14,2 %	29,4 %	38,2 %
Une vie associative et démocratique dynamique	1,2 %	2,3 %	9,2 %	23,3 %	63,4 %
Un conseil d'administration indépendant	3,2 %	1,2 %	1,2 %	9,2 %	84,4 %
Des responsabilités complémentaires à l'action de l'État	17,2 %	8,8 %	14,2 %	26,7 %	32,7 %
Des politiques appliquées en fonction des demandes de l'État	29,0 %	23,2 %	25,2 %	12,2 %	9,2 %
Des pratiques et orientations déterminées librement	1,2 %	1,2 %	5,4 %	19,2 %	71,7 %
Participer à des consultations	2,3 %	8,7 %	17,3 %	30,1 %	41,2 %
Mobiliser la communauté	4,2 %	10,2 %	17,2 %	28,5 %	40,1 %
Prendre position par la rédaction de mémoires ou de pétitions	9,9 %	19,2 %	19,2 %	26,9 %	23,9 %
Lutter contre les inégalités	4,2 %	6,2 %	12,2 %	28,2 %	47,6 %
Intervenir en vertu d'une approche globale (plutôt qu'une approche plus ciblée et plus parcellaire)	3,2 %	3,2 %	7,3 %	24,2 %	61,1 %
Tenir des activités d'éducation populaire	5,7 %	8,7 %	12,5 %	26,8 %	46,2 %

Questions de référence : #137, #139 et #141

28 répondants soulèvent la question de l'autonomie face aux bailleurs de fonds. Certains affirment demeurer strictement indépendants, mais la plupart doivent malgré eux se plier aux exigences des bailleurs de fonds et se désolent de cette situation. Il semble être particulièrement difficile d'être en complémentarité avec l'État sans perdre son autonomie. Ensuite, 19 répondants déplorent la difficulté de mobiliser les membres au sein d'une vie associative dynamique. Comme à la question précédente, huit ont simplement répondu « non » et trois autres ont répondu que ces activités étaient déjà au cœur de leur mission.

Nombre de répondants : 67
Question de référence : #140

Un nombre égal de répondants (11) mentionnent vouloir faire plus de mobilisation populaire et d'éducation

populaire. Dix affirment vouloir s'engager dans certaines prises de position. Seulement un répondant parle de lutte contre l'inégalité, et deux d'une approche plus globale. Finalement, sept répondants voudraient que toutes ces pratiques soient au cœur de leur mission, alors que sept autres répondent simplement « non » à la question. 25 répondants expliquent qu'ils n'ont pas les ressources et les employé-es nécessaires à la mise en œuvre de ces pratiques, et 11 affirment que la mobilisation est très difficile à effectuer. D'autres souhaitent simplement demeurer strictement axés sur le service à la clientèle, alors que l'un d'entre eux affirme avoir peur des représailles s'il prend des positions trop critiques.

Nombre de répondants : 63
Question de référence : #142

5.2. Les rapports avec les bailleurs de fonds

TABLEAU 42 Perception des organismes communautaires des différents bailleurs de fonds (en nombre absolu)

	Ne s'applique pas				Nombre total de répondants	
	Négatif (1)	(2)	(3)	Positif (4)		
Programme de financement fédéral	61	56	69	48	27	261
Programme de financement provincial	8	7	56	110	82	263
Programme de financement municipal	73	40	66	45	32	256
Centraide	55	45	38	52	65	255
Fondation Chagnon	94	108	32	12	9	255
Fondations privées	109	37	38	40	34	258
Communautés religieuses	87	26	31	57	56	257
Commanditaires pour activités ponctuelles	59	20	54	81	42	256
Clubs sociaux philanthropiques	73	28	49	61	43	254
Syndicats	119	33	30	49	22	253
Caisses de bienfaisance d'employé-es	125	36	34	44	22	261

Question de référence : #143

TABLEAU 43 Perception des organismes communautaires des différents bailleurs de fonds (en nombre relatif)

	Ne s'applique				
	pas	Négatif (1)	(2)	(3)	Positif (4)
Programme de financement fédéral	23,4 %	21,5 %	26,2 %	18,4 %	10,2 %
Programme de financement provincial	3,2 %	2,7 %	21,3 %	41,2 %	31,2 %
Programme de financement municipal	28,2 %	15,2 %	25,8 %	17,6 %	12,2 %
Centraide	21,6 %	17,7 %	14,2 %	20,4 %	25,5 %
Fondation Chagnon	36,9 %	42,4 %	12,6 %	4,2 %	3,2 %
Fondations privées	42,3 %	14,2 %	14,2 %	15,2 %	13,2 %
Communautés religieuses	33,9 %	10,2 %	12,1 %	22,2 %	21,8 %
Commanditaires pour activités ponctuelles	23,1 %	7,2 %	21,1 %	31,2 %	16,2 %
Clubs sociaux philanthropiques	28,2 %	11,2 %	19,3 %	24,2 %	16,2 %
Syndicats	47,2 %	13,2 %	11,9 %	19,4 %	8,2 %
Caisses de bienfaisance d'employé.e.s	47,9 %	13,8 %	13,2 %	16,9 %	8,2 %

Question de référence : #143

RÉPONSES LIBRES DES ORGANISMES AYANT PARTICIPÉ AU SONDRAGE

Gouvernement fédéral

On remarque en général que le financement de ce pallier de gouvernement diminue d'année en année, que les critères sont peu clairs et que la reddition des comptes y est particulièrement pointilleuse.

Gouvernement provincial

Le financement y est parfois considéré comme insuffisant, même si certains répondants affirment avoir une excellente relation avec le ministère qui les finance. On remarque aussi que l'on considère de plus en plus les organismes communautaires comme des sous-traitants pour la prestation de services.

Gouvernements municipaux

Plusieurs répondants s'entendent pour dire que ce pallier de gouvernement n'a pas assez de distance face aux organismes financés, ce qui mène à du favoritisme et à un rejet des organismes qui ne plaisent pas. De plus, on lui reproche un manque d'expertise pour évaluer les projets des organismes.

Centraide

Certains répondants sont satisfaits de Centraide, mais d'autres pensent que cette organisation est devenue plus rigide et plus intrusive dans son financement. De

plus, on leur reproche de favoriser une certaine forme d'élitisme et de se concentrer un peu trop sur les tables de concertation et pas assez sur le financement des organismes eux-mêmes.

Fondations privées

Il y a beaucoup de méfiance envers ces fondations, surtout celle des Chagnon. On leur reproche de faire preuve d'une logique d'affaire, de dicter leurs conditions aux organismes et au gouvernement, de prôner des valeurs conservatrices, d'évacuer les organismes considérés comme trop critiques, de trop exiger au niveau de la reddition de comptes et l'on critique sévèrement le recours au PPP dans le domaine.

Communautés religieuses

Elles sont les mieux perçues, même si on leur reproche parfois un manque d'efficacité au niveau du traitement des dossiers.

De façon générale et à tous les niveaux, les répondants se plaignent des lourdeurs administratives, de la reddition des comptes, de la vision à court terme ou simplement du manque de financement.

Nombre de répondants : 70

Question de référence : #144

TABLEAU 44 Les organismes communautaires et la problématique des redditions de compte

	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
Les bailleurs de fonds exigent plus de rapports, de données ou de statistiques comparativement à la situation qui prévalait auparavant	158	61,5 %
Les bailleurs de fonds n'exigent pas plus de rapports, de données ou de statistiques comparativement à la situation qui prévalait auparavant	99	38,2 %

Nombre de répondants : 257
Question de référence : #145

TABLEAU 45 L'évolution quantitative des bailleurs de fonds pour les organismes communautaire

	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
Le nombre de bailleurs n'a pas changé	116	44,3 %
Le nombre de bailleurs a augmenté	94	35,9 %
Le nombre de bailleurs a diminué	52	19,9 %

Nombre de répondants : 262
Question de référence : #146

TABLEAU 46 L'impact de l'augmentation du nombre de bailleurs de fonds pour les organismes communautaires

	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
L'augmentation du nombre de bailleurs favorise les organismes	54	57,5 %
L'augmentation du nombre de bailleurs défavorise les organismes	34	36,2 %
L'augmentation du nombre de bailleurs n'a aucun impact sur les organismes	9	9,6 %

Nombre de répondants : 96
Question de référence : #147

TABLEAU 47 L'impact de la diminution du nombre de bailleurs de fonds pour les organismes communautaires

	Nombre absolu de répondants	Nombre relatif de répondants (%)
La diminution du nombre de bailleurs favorise les organismes	3	5,8 %
La diminution du nombre de bailleurs défavorise les organismes	38	73,1 %
La diminution du nombre de bailleurs n'a aucun impact sur les organismes	11	21,2 %

Nombre de répondants : 52
Question de référence : #148

RÉPONSES LIBRES DES ORGANISMES AYANT PARTICIPÉ AU SONDAJE

16 répondants affirment que la multiplication des bailleurs de fonds les rend moins vulnérables car cela multiplie les sources de financement. Cependant, 26 répondants affirment aussi qu'il y a eu dans les dernières années une multiplication des bailleurs de fonds, ce qui, au sein de leurs organismes, mène à une lourdeur administrative en raison de la recherche de financement et de la reddition des comptes, ce qui les éloignent de leur mission de base. Le financement par projet est aussi critiqué car il mène selon sept répondants à un manque de vision globale. Dans quatre cas, on a dû couper dans les ressources humaines pour s'adapter aux aléas du financement.

Nombre de répondants : 71
Question de référence : #149

5.3. Instances et acteurs sociaux

TABLEAU 48 Poids de l'influence de certaines instances et acteurs sur le financement des organismes (en nombre absolu)

	Pas d'influence					Non évaluable	Nombre total de répondants
	(0)	Un peu (1)	(2)	(3)	Beaucoup (4)		
AG	14	67	45	44	51	41	262
CA	4	4	20	24	65	145	262
Direction	11	7	6	20	42	170	256
Employé.es	28	29	36	40	71	53	257
Table de concertation	32	58	42	50	54	23	259

Question de référence : #150

TABLEAU 49 Poids de l'influence de certaines instances et acteurs sur le financement des organismes (en nombre relatif)

	Pas d'influence					Non évaluable
	(0)	Un peu (1)	(2)	(3)	Beaucoup (4)	
AG	5,2 %	25,6 %	17,2 %	16,8 %	19,5 %	15,7 %
CA	1,2 %	1,2 %	7,2 %	9,2 %	24,2 %	55,2 %
Direction	4,2 %	2,2 %	2,2 %	7,2 %	16,2 %	66,2 %
Employé.es	10,9 %	11,3 %	14,2 %	15,6 %	27,2 %	20,2 %
Table de concertation	12,4 %	22,4 %	16,2 %	19,2 %	20,9 %	8,9 %

Question de référence : #150

TABLEAU 50 Poids de l'influence de certaines instances et acteurs sur les plan d'action et le type d'intervention des organismes (en nombre absolu)

	Pas d'influence					Non évaluable	Nombre total de répondants
	(0)	Un peu (1)	(2)	(3)	Beaucoup (4)		
AG	7	21	35	31	67	100	261
CA	3	2	7	10	58	180	260
Direction	7	3	5	12	36	192	255
Employé.es	18	8	9	17	75	130	257
Table n'incluant que des organismes communautaires	24	40	40	68	63	18	253
Table avec bailleur(s)	63	62	32	52	37	18	264

Question de référence : #151

TABEAU 51 Poids de l'influence de certaines instances et acteurs sur les plans d'action et le type d'intervention des organismes (en nombre relatif)

	Pas d'influence					Beaucoup (4)	Non évaluable
	(0)	Un peu (1)	(2)	(3)	(3)		
AG	2,7 %	8,1 %	13,2 %	11,9 %	25,7 %	38,2 %	
CA	1,2 %	0,8 %	2,7 %	3,9 %	22,2 %	69,2 %	
Direction	2,8 %	1,2 %	2,0 %	4,2 %	14,2 %	75,3 %	
Employé.es	7,2 %	3,2 %	3,2 %	6,2 %	29,2 %	50,6 %	
Table n'incluant que des organismes communautaires	9,5 %	15,2 %	15,2 %	26,9 %	24,2 %	7,2 %	
Table avec bailleur(s)	23,9 %	23,5 %	12,2 %	19,2 %	14,2 %	6,2 %	

Question de référence : #151

TABEAU 52 Poids de l'influence de certaines instances et acteurs sur les décisions au quotidien au sein de l'organisme (en nombre absolu)

	Pas d'influence					Beaucoup (4)	Non évaluable	Nombre total de répondants
	(0)	Un peu (1)	(2)	(3)	(3)			
AG	10	79	62	52	28	28	259	
CA	3	10	23	43	96	85	260	
Direction	11	3	2	6	21	214	257	
Employé.es	19	4	8	25	78	124	258	
Table n'incluant que des organismes communautaires	28	70	61	59	33	1	252	
Table avec bailleur(s)	51	94	45	39	21	2	252	

Question de référence : #152

TABEAU 53 Poids de l'influence de certaines instances et acteurs sur les décisions au quotidien au sein de l'organisme (en nombre relatif)

	Pas d'influence					Beaucoup (4)	Non évaluable
	(0)	Un peu (1)	(2)	(3)	(3)		
AG	3,9 %	30,2 %	23,2 %	20,1 %	10,2 %	10,2 %	
CA	1,2 %	3,9 %	8,9 %	16,2 %	36,2 %	32,7 %	
Direction	4,3 %	1,2 %	0,8 %	2,2 %	8,2 %	83,3 %	
Employé.es	7,4 %	1,6 %	3,2 %	9,7 %	30,2 %	48,1 %	
Table n'incluant que des organismes communautaires	11,2 %	27,8 %	24,2 %	23,2 %	13,2 %	0,2 %	
Table avec bailleur(s)	20,2 %	37,2 %	17,9 %	15,5 %	8,2 %	0,8 %	

Question de référence : #152

RÉPONSES LIBRES DES ORGANISMES AYANT PARTICIPÉ AU SONDAGE

Les réponses à cette question sont très diversifiées. La majorité des répondants élaborent sur la structure hiérarchique interne de leur organisme, qui se joue entre le CA, l'AG, les employé-es, la direction et les membres. Dans certains cas, le CA est au sommet, dans d'autres c'est la direction, etc. Il n'est pas possible d'identifier des tendances tant la diversité des structures est grande. Par ailleurs, quatre répondants affirment privilégier le partenariat, quatre mentionnent que le processus décisionnel s'est démocratisé depuis quelques années, cinq vantent la gestion participative et égalitaire entre employé-es, CA et AG. Quatre répondants insistent sur l'importance qu'ont les membres dans le processus décisionnel. Au niveau des pressions externes, cinq répondants croient que les tables de concertation augmentent leur influence sur leur organisme, et six répondants affirment que la problématique du financement ouvre la porte à une influence accrue des bailleurs de fonds.

Nombre de répondants : 53
Question de référence : #154

Annexe 1 : Questionnaire

Le questionnaire

PARTIE 1 Question servant à la construction typologique des organismes pour les fins de catégorisation de l'analyse subséquente

1. En quelle année a été fondé l'organisme que vous représentez ?

Question ouverte à réponse simple.

2. Dans quelle(s) région(s) administrative(s) votre organisme intervient-il ?

Question à choix de réponses (18) avec possibilité de plus d'une réponse : 17 régions administratives plus l'option de regroupement.

3. L'organisme que vous représentez intervient en milieu :

Question à choix multiples (3), une seule réponse possible :

- a. Urbain;
- b. Rural;
- c. Les deux.

4. Quel est le territoire couvert par l'organisme que vous représentez :

Question à choix multiples (3), une seule réponse possible :

- a. Local;
- b. Régional;
- c. Provincial.

5. Quel type d'organisme représentez-vous ?

Question à choix multiples (9), avec possibilité de plus d'une réponse :

- a. D'accueil, d'écoute, d'éducation et d'orientation;
- b. Défense collective des droits;
- c. Aide, entraide ou dépannage;
- d. Soutien en milieu de vie;
- e. Maison d'hébergement;
- f. De service ou d'intervention directe auprès de personnes vivant des situations problématiques aiguës;
- g. Regroupement local d'organismes;
- h. Regroupement régional d'organismes;
- i. Regroupement provincial d'organismes.

6. Auprès de quelle population l'organisme que vous représentez intervient-il ?

Question à choix multiples (11), une seule réponse possible :

- a. Jeunes (moins de 35 ans);
- b. Personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale;
- c. Femmes;
- d. Population en général;
- e. Aînés;
- f. Organismes communautaires;
- g. Personne en situation de pauvreté/précarité financière;
- h. Personnes handicapées (physique, intellectuelle, visuelle, auditive);

- i. Personnes aux prises avec des problèmes de santé physique;
- j. Familles;
- k. Autochtones.

7. Quel est le revenu global du dernier exercice financier de votre organisme ? (en chiffres absolus, au millier près) :

Question ouverte à réponse simple.

8. Combien d'employé-es rémunéré-es travaillant à temps plein (28 heures et plus) l'organisme compte-t-il ?

Question ouverte à réponse simple.

9. Quel type d'organisme communautaire représentez-vous ?

Question à choix multiples(2), une seule réponse possible :

- a. Organisme d'action communautaire;
- b. Organisme d'action communautaire autonome.

PARTIE 2 Le financement

PARTIE 2.1 Financement fédéral (Q10 à Q35)

10. Est-ce que votre organisme a sollicité du financement du gouvernement fédéral? (ne pas inclure les enveloppes discrétionnaires d'un.e élu.e)

Question à choix multiples(3), une seule réponse possible avec redirection :

- a. Oui, et a obtenu une ou des subvention(s); (redirection : poursuite normale)
- b. Oui, et n'a pas obtenu une ou des subvention(s); (redirection : Question #33)
- c. Non (redirection : Question #36).

11. De quel ministère votre organisme reçoit-il du financement ?

Question ouverte à réponse simple.

12. Montant pour le soutien à la mission

Question ouverte à réponse simple.

13. Montant pour projet ponctuel

Question ouverte à réponse simple.

14. Montant pour entente de service

Question ouverte à réponse simple.

15. Montant d'entente pour activités spécifiques

Question ouverte à réponse simple.

16. Si possible, spécifiez depuis combien d'années vous recevez du financement de ce bailleur de fonds.

Question à choix multiples(4), une seule réponse possible :

- a. 10 ans et plus;
- b. 6 à 9 ans;
- c. 2 à 5 ans;
- d. C'est la première fois.

17. Est-ce que votre organisme reçoit d'autres financements du gouvernement fédéral ?

Question à choix multiples (2), une seule réponse possible avec redirection :

- a. Oui (redirection : poursuite normale);
- b. Non (redirection : Question #31).

18. Voir Q11

19. Voir Q12

20. Voir Q13

21. Voir Q14

22. Voir Q15

23. Voir Q16

24. Voir Q17

25. Voir Q11

26. **Voir Q12**
27. **Voir Q13**
28. **Voir Q14**
29. **Voir Q15**
30. **Voir Q16**
31. **Par crainte de perdre ou de ne pas obtenir ce financement :**
Question à choix multiples (7), avec possibilité de plus d'une réponse :
- a. Vous vous êtes abstenu de prendre position publiquement sur un thème en dépit de votre volonté de le faire (par exemple : signature de pétition, adhésion à une campagne, diffusion d'un communiqué, participation à une manifestation, etc.);
 - b. Vous avez modifié vos activités;
 - c. Vous avez modifié votre approche envers des personnes rencontrées (ex. philosophie du groupe, style d'intervention, etc.);
 - d. Vous avez modifié votre mission ou vos objectifs;
 - e. Vous avez modifié le fonctionnement ou la composition de vos instances;
 - f. Vous avez participé à une nouvelle concertation;
 - g. Aucune modification n'a été faite.
32. **Si vous le souhaitez, vous pouvez détailler la nature de ces changements dans l'espace ci-dessous**
Question ouverte à réponse élaborée. avec redirection (redirection : Question #36).
33. **Est-ce que par le passé, l'organisme que vous représentez a déjà reçu le financement demandé ?**
Question à choix multiples (2), une seule réponse possible :
- a. Oui;
 - b. Non.
34. **Voir Q31**
35. **Voir Q32**

PARTIE 2.2 Financement provincial

36. **Est-ce que votre organisme a sollicité du financement du gouvernement provincial ? (ne pas inclure les enveloppes discrétionnaires d'un.e élu.e)**
Question à choix multiples (3), une seule réponse possible avec redirection :
- a. Oui, et a obtenu une ou des subvention(s); (redirection : poursuite normale)
 - b. Oui, et n'a pas obtenu une ou des subvention(s); (redirection : Question #59)
 - c. Non (redirection : Question #62).
37. **De quel ministère votre organisme reçoit-il du financement ?**
Question ouverte à réponse simple.
38. **Montant pour le soutien à la mission**
Question ouverte à réponse simple.

- 39. Montant pour projet ponctuel**
Question ouverte à réponse simple.
- 40. Montant pour entente de service**
Question ouverte à réponse simple.
- 41. Montant d'entente pour activités spécifiques**
Question ouverte à réponse simple.
- 42. Si possible, spécifiez depuis combien d'années vous recevez du financement de ce bailleur de fonds.**
Question à choix multiples (4), une seule réponse possible :
- a. 10 ans et plus;
 - b. 6 à 9 ans;
 - c. 2 à 5 ans;
 - d. C'est la première fois.
- 43. Est-ce que votre organisme reçoit d'autres financements du gouvernement provincial?**
Question à choix multiples (2), une seule réponse possible avec redirection :
- a. Oui (redirection : poursuite normale);
 - b. Non (redirection : Question #57).
- 44. Voir Q37**
- 45. Voir Q38**
- 46. Voir Q39**
- 47. Voir Q40**
- 48. Voir Q41**
- 49. Voir Q42**
- 50. Voir Q43**
- 51. Voir Q37**
- 52. Voir Q38**
- 53. Voir Q39**
- 54. Voir Q40**
- 55. Voir Q41**
- 56. Voir Q42**
- 57. Par crainte de perdre ou de ne pas obtenir ce financement :**
Question à choix multiples(7), avec possibilité de plus d'une réponse :
- a. Vous vous êtes abstenu de prendre position publiquement sur un thème en dépit de votre volonté de le faire (par exemple : signature de pétition, adhésion à une campagne, diffusion d'un communiqué, participation à une manifestation, etc.);
 - b. Vous avez modifié vos activités;
 - c. Vous avez modifié votre approche envers des personnes rencontrées (ex. philosophie du groupe, style d'intervention, etc.);

- d. Vous avez modifié votre mission ou vos objectifs;
- e. Vous avez modifié le fonctionnement ou la composition de vos instances;
- f. Vous avez participé à une nouvelle concertation;
- g. Aucune modification n'a été faite.

58. Si vous le souhaitez, vous pouvez détailler la nature de ces changements dans l'espace ci-dessous

Question ouverte à réponse élaborée. avec redirection (redirection : Question #62)

59. Est-ce que par le passé, l'organisme que vous représentez a déjà reçu le financement demandé ?

Question à choix multiples (2), une seule réponse possible :

- a. Oui;
- b. Non.

60. Voir Q57

61. Voir Q58

PARTIE 2.3 Financement municipal

62. Est-ce que votre organisme a sollicité du financement d'une administration municipale? (ne pas inclure les enveloppes discrétionnaires d'un.e élu.e)

Question à choix multiples (3), une seule réponse possible avec redirection :

- a. Oui, et a obtenu une ou des subvention(s); (redirection : poursuite normale)
- b. Oui, et n'a pas obtenu une ou des subvention(s); (redirection : Question #68)
- c. Non (redirection : Question #73).

63. Montant pour le soutien à la mission

Question ouverte à réponse simple.

64. Montant pour projet ponctuel

Question ouverte à réponse simple.

65. Montant pour entente de service

Question ouverte à réponse simple.

66. Montant d'entente pour activités spécifiques

Question ouverte à réponse simple.

67. Si possible, spécifiez depuis combien d'années vous recevez du financement de ce bailleur de fonds.

Question à choix multiples (4), une seule réponse possible :

- a. 10 ans et plus;
- b. 6 à 9 ans;
- c. 2 à 5 ans;
- d. C'est la première fois.

68. Par crainte de perdre ou de ne pas obtenir ce financement :

Question à choix multiples (7), avec possibilité de plus d'une réponse :

- a. Vous vous êtes abstenu de prendre position publiquement sur un thème en dépit de votre volonté de le faire (par exemple : signature de pétition, adhésion à une campagne, diffusion d'un communiqué, participation à une manifestation, etc.);
- b. Vous avez modifié vos activités;
- c. Vous avez modifié votre approche envers des personnes rencontrées (ex. philosophie du groupe, style d'intervention, etc.);
- d. Vous avez modifié votre mission ou vos objectifs;
- e. Vous avez modifié le fonctionnement ou la composition de vos instances;
- f. Vous avez participé à une nouvelle concertation;
- g. Aucune modification n'a été faite.

69. Si vous le souhaitez, vous pouvez détailler la nature de ces changements dans l'espace ci-dessous :

Question ouverte à réponse élaborée. avec redirection (redirection : Question #73).

70. Est-ce que par le passé, l'organisme que vous représentez a déjà reçu le financement demandé ?

Question à choix multiples (2), une seule réponse possible :

- a. Oui;
- b. Non.

71. Voir Q68

72. Voir Q69

PARTIE 2.4 Financement scolaire

73. Est-ce que votre organisme a sollicité du financement d'écoles et/ou de commissions scolaires ?

Question à choix multiples (3), une seule réponse possible avec redirection :

- a. Oui, et a obtenu une ou des subvention(s); (redirection : poursuite normale)
- b. Oui, et n'a pas obtenu une ou des subvention(s); (redirection : Question #77)
- c. Non (redirection : Question #79).

74. Quel est le montant total de ce financement ?

Question ouverte à réponse simple.

75. Par crainte de perdre ou de ne pas obtenir ce financement

Question à choix multiples(7), avec possibilité de plus d'une réponse :

- a. Vous vous êtes abstenu de prendre position publiquement sur un thème en dépit de votre volonté de le faire (par exemple : signature de pétition, adhésion à une campagne, diffusion d'un communiqué, participation à une manifestation, etc.);
- b. Vous avez modifié vos activités;
- c. Vous avez modifié votre approche envers des personnes rencontrées (ex. philosophie du groupe, style d'intervention, etc.);
- d. Vous avez modifié votre mission ou vos objectifs;
- e. Vous avez modifié le fonctionnement ou la composition de vos instances;

- f. Vous avez participé à une nouvelle concertation;
- g. Aucune modification n'a été faite.

76. Si vous le souhaitez, vous pouvez détailler la nature de ces changements dans l'espace ci-dessous :

Question ouverte à réponse élaborée. avec redirection (redirection : Question #80).

77. Est-ce que par le passé, l'organisme que vous représentez a déjà reçu le financement demandé ?

Question à choix multiples (2), une seule réponse possible :

- a. Oui;
- b. Non.

78. Voir Q75

79. Voir Q76

PARTIE 2.5 Financement Centraide

80. Est-ce que votre organisme a sollicité du financement de Centraide ?

Question à choix multiples(3), une seule réponse possible avec redirection :

- a. Oui, et a obtenu une ou des subvention(s); (redirection : poursuite normale)
- b. Oui, et n'a pas obtenu une ou des subvention(s); (redirection : Question #88)
- c. Non (redirection : Question #91).

81. Montant pour le soutien à la mission

Question ouverte à réponse simple.

82. Montant pour projet ponctuel

Question ouverte à réponse simple.

83. Montant pour entente de service

Question ouverte à réponse simple.

84. Montant d'entente pour activités spécifiques

Question ouverte à réponse simple.

85. Si possible, spécifiez depuis combien d'années vous recevez du financement de ce bailleur de fonds.

Question à choix multiples(4), une seule réponse possible :

- a. 10 ans et plus;
- b. 6 à 9 ans;
- c. 2 à 5 ans;
- d. C'est la première fois.

86. Par crainte de perdre ou de ne pas obtenir ce financement

Question à choix multiples (7), avec possibilité de plus d'une réponse :

- a. Vous vous êtes abstenu de prendre position publiquement sur un thème en dépit de votre volonté de le faire (par exemple : signature de pétition, adhésion à une campagne, diffusion d'un communiqué, participation à une manifestation, etc.);

- b. Vous avez modifié vos activités;
- c. Vous avez modifié votre approche envers des personnes rencontrées (ex. philosophie du groupe, style d'intervention, etc.);
- d. Vous avez modifié votre mission ou vos objectifs;
- e. Vous avez modifié le fonctionnement ou la composition de vos instances;
- f. Vous avez participé à une nouvelle concertation;
- g. Aucune modification n'a été faite.

87. Si vous le souhaitez, vous pouvez détailler la nature de ces changements dans l'espace ci-dessous :

Question ouverte à réponse élaborée. avec redirection (redirection : Question #91).

88. Est-ce que par le passé, l'organisme que vous représentez a reçu le financement demandé ?

Question à choix multiples (2), une seule réponse possible :

- a. Oui;
- b. Non.

89. Voir Q86

90. Voir Q87

PARTIE 2.6 Financement Fondation Chagnon

91. Est-ce que votre organisme a sollicité du financement de la Fondation Chagnon ?

Question à choix multiples (3), une seule réponse possible avec redirection :

- a. Oui, et a obtenu une ou des subvention(s); (redirection : poursuite normale)
- b. Oui, et n'a pas obtenu une ou des subvention(s); (redirection : Question #98)
- c. Non (redirection : Question #101).

92. Programme « Québec en Forme »

Question ouverte à réponse simple.

93. Programme « Avenir d'enfant »

Question ouverte à réponse simple.

94. Programme « Réunir Réussir »

Question ouverte à réponse simple.

95. Si possible, spécifiez depuis combien d'années vous recevez du financement de ce bailleur de fonds.

Question à choix multiples (4), une seule réponse possible :

- a. 10 ans et plus;
- b. 6 à 9 ans;
- c. 2 à 5 ans;
- d. C'est la première fois.

96. Par crainte de perdre ou de ne pas obtenir ce financement

Question à choix multiples (7), avec possibilité de plus d'une réponse :

- a. Vous vous êtes abstenu de prendre position publiquement sur un thème en dépit de votre volonté de le faire (par exemple : signature de pétition, adhésion à une campagne, diffusion d'un communiqué, participation à une manifestation, etc.);

- b. Vous avez modifié vos activités;
- c. Vous avez modifié votre approche envers des personnes rencontrées (ex. philosophie du groupe, style d'intervention, etc.);
- d. Vous avez modifié votre mission ou vos objectifs;
- e. Vous avez modifié le fonctionnement ou la composition de vos instances;
- f. Vous avez participé à une nouvelle concertation;
- g. Aucune modification n'a été faite.

97. Si vous le souhaitez, vous pouvez détailler la nature de ces changements dans l'espace ci-dessous :

Question ouverte à réponse élaborée. avec redirection (redirection : Question #101).

98. Est-ce que par le passé, l'organisme que vous représentez a déjà reçu le financement demandé ?

Question à choix de réponses (2), une seule réponse possible :

- a. Oui;
- b. Non.

99. Voir Q96

100. Voir Q97

PARTIE 2.7 Financement de d'autres Fondations

101. Est-ce que votre organisme a sollicité du financement d'autres fondations privées ?

Question à choix multiples (3), une seule réponse possible avec redirection :

- a. Oui, et a obtenu une ou des subvention(s); (redirection : poursuite normale)
- b. Oui, et n'a pas obtenu une ou des subvention(s); (redirection : Question #117)
- c. Non (redirection : Question #120).

102. De quelle fondation l'organisme que vous représentez a-t-il obtenu du financement ?

Question ouverte à réponse simple.

103. Montant pour le soutien à la mission

Question ouverte à réponse simple.

104. Montant pour projet ponctuel

Question ouverte à réponse simple.

105. Montant pour entente de service

Question ouverte à réponse simple.

106. Montant d'entente pour activités spécifiques

Question ouverte à réponse simple.

107. Si possible, spécifiez depuis combien d'années vous recevez du financement de ce bailleur de fonds.

Question à choix multiples (4), une seule réponse possible :

- a. 10 ans et plus;
- b. 6 à 9 ans;

- c. 2 à 5 ans;
- d. C'est la première fois.

108. Est-ce que votre organisme reçoit d'autre financement d'une fondation privée ?

Question à choix multiples(2), une seule réponse possible avec redirection :

- a. Oui (redirection : poursuite normale);
- b. Non (redirection : Question #115).

109. De quelle autre fondation l'organisme que vous représentez a obtenu du financement ?

Question ouverte à réponse simple.

110. Voir Q102

111. Voir Q103

112. Voir Q104

113. Voir Q105

114. Si possible, spécifiez depuis combien d'années vous recevez du financement de ce bailleur de fonds.

Question à choix multiples(4), une seule réponse possible :

- a. 10 ans et plus;
- b. 6 à 9 ans;
- c. 2 à 5 ans;
- d. C'est la première fois.

115. Par crainte de perdre ou de ne pas obtenir ce financement

Question à choix multiples (7), avec possibilité de plus d'une réponse :

- a. Vous vous êtes abstenu de prendre position publiquement sur un thème en dépit de votre volonté de le faire (par exemple : signature de pétition, adhésion à une campagne, diffusion d'un communiqué, participation à une manifestation, etc.);
- b. Vous avez modifié vos activités;
- c. Vous avez modifié votre approche envers des personnes rencontrées (ex. philosophie du groupe, style d'intervention, etc.);
- d. Vous avez modifié votre mission ou vos objectifs;
- e. Vous avez modifié le fonctionnement ou la composition de vos instances;
- f. Vous avez participé à une nouvelle concertation;
- g. Aucune modification n'a été faite.

116. Si vous le souhaitez, vous pouvez détailler la nature de ces changements dans l'espace ci-dessous :

Question ouverte à réponse élaborée.

avec redirection (redirection : Question #120).

117. Est-ce que par le passé, l'organisme que vous représentez a déjà reçu le financement demandé ?

Question à choix multiples (2), une seule réponse possible avec redirection :

- a. Oui (redirection : poursuite normale);
- b. Non (redirection : Question #120).

118. Voir Q115

119. Voir Q116

PARTIE 2.8 Financement privé

120. Quel montant total reçoit votre organisme de la part de clubs sociaux philanthropiques ? (ex : les Chevaliers de Colomb)

Question ouverte à réponse simple.

121. Quel montant total reçoit votre organisme de caisses de bienfaisance d'employé.es (Ce sont des fonds amassés par des employé.es ou d'ancien.nes employé.es, par conséquent, le financement est autonome de l'entreprise) ?

Question ouverte à réponse simple.

122. Quel montant total reçoit votre organisme de la part de syndicats ?

Question ouverte à réponse simple.

123. Quel montant total reçoit votre organisme de la part de communautés religieuses ?

Question ouverte à réponse simple.

124. Est-ce que votre organisme reçoit du financement de la part de commanditaires ? (qui obtiennent de la visibilité en échange d'un don)

Question à choix multiples (3), avec possibilité de plus d'une réponse :

- a. Non;
- b. En argent;
- c. En biens et services.

125. Quel montant total reçoit votre organisme de ce mode de financement ?

Question ouverte à réponse simple.

126. Quel montant total reçoit votre organisme d'enveloppes discrétionnaires d'élus.es ?

Question ouverte à réponse simple.

127. Quel montant total reçoit votre organisme de dons individuels ?

Question ouverte à réponse simple.

128. Dans le dernier exercice financier de votre organisme, quel est le montant total provenant de cotisations de vos membres ?

Question ouverte à réponse simple.

129. Est-ce que l'organisme que vous représentez se finance par le biais de la vente de produits ou de l'organisation d'activités ?

Question à choix multiples (2), une seule réponse possible avec redirection :

- a. Oui (redirection : poursuite normale);
- b. Non (redirection : Question #136).

PARTIE 2.9 Financement provenant d'activités et de ventes de produits

130. Lesquelles de ces activités sont une source de financement pour l'organisme

Question à choix multiples (3), avec possibilité de plus d'une réponse :

- a. La vente de produits;
- b. L'imposition d'un coût d'entrée pour un événement qui n'est pas en lien avec la mission de l'organisme (ex : souper bénéfice);
- c. La tarification (volontaire ou obligatoire) d'activités offertes en lien avec la mission de l'organisme).

131. Si votre organisme fait appel à la tarification d'activités offertes en lien avec la mission de l'organisme, veuillez indiquer ce qui explique le mieux l'usage de cette pratique

Question à choix multiples (4), une seule réponse possible avec possibilité de réponse ouverte élaborée :

- a. La tarification d'activités est une pratique habituelle de l'organisme;
- b. La tarification permet de diversifier les sources de financement;
- c. La tarification permet de faciliter l'organisation logistique (ex : pour s'assurer de la présence des inscrits);
- d. La tarification vise à réduire le nombre de participant.es (trop d'intéressé.es, pas assez de place).

Veuillez détailler les montants de ces formes d'autofinancement (à retracer dans les états financiers si possible, autrement une approximation convient)

132. Ventes de produits

Question ouverte à réponse simple.

133. Coût d'entrée pour un événement qui n'est pas en lien avec la mission de l'organisme (ex. souper bénéfice)

Question ouverte à réponse simple.

134. Tarification (volontaire ou obligatoire) d'activités offertes en lien avec la mission de l'organisme

Question ouverte à réponse simple.

135. Est-ce que certaines sources de financement de l'organisme communautaire que vous représentez n'ont pas été couvertes par le présent sondage ? Si oui, veuillez inscrire la ou les sources et le ou les montants dans la boîte qui suit.

Question ouverte à réponse élaborée.

3. Les pratiques du secteur communautaire

3.1. LES PRATIQUES ORGANISATIONNELLES

136. Lequel des énoncés suivants représentent le mieux le rôle de votre organisme ?

Question à choix multiples (3), une seule réponse possible

- a. Offrir des services efficaces là où il existe un marché;
- b. S'engager dans les luttes sociales aux côtés de la société civile;
- c. Agir à titre de partenaire dans l'application et l'élaboration des politiques publiques)

137. Pour chacun des énoncés qui suivent, veuillez indiquer dans quelle mesure ils correspondent à votre organisme

Question à choix multiples, gradation de 1 (un peu) à 4 (beaucoup):

- a. Être issu de la communauté;
- b. Travailler en lien avec la communauté;
- c. Offrir des services; d. Régénérer (réparer) les liens sociaux).

138. Considérez-vous que certaines des approches/pratiques énumérées à la question précédente doivent être davantage au cœur de la philosophie et de l'action de votre organisme? Si oui, pourquoi n'est-ce pas le cas actuellement ?

Question ouverte à réponse élaborée.

139. Pour chacun des énoncés qui suivent, veuillez indiquer dans quelle mesure ils correspondent à votre organisme :

Question à choix multiples, gradation de 1 (un peu) à 4 (beaucoup):

- a. Une vie associative et démocratique dynamique;
- b. Un conseil d'administration indépendant;
- c. Des responsabilités complémentaires à l'action de l'État;
- d. Des politiques appliquées en fonction des demandes de l'État;
- e. Des pratiques et orientations déterminées librement.

140. Considérez-vous que certaines des approches/pratiques énumérées à la question précédente doivent être davantage au cœur de la philosophie et de l'action de votre organisme? Si oui, pourquoi n'est-ce pas le cas actuellement ?

Question ouverte à réponse élaborée.

141. Pour chacun des énoncés qui suivent, veuillez indiquer dans quelle mesure ils correspondent à votre organisme :

Question à choix multiples, gradation de 1 (un peu) à 4 (beaucoup):

- a. Participer à des consultations;
- b. Mobiliser la communauté;
- c. Prendre position par la rédaction de mémoires ou de pétitions;
- d. Lutter contre les inégalités;
- e. Intervenir en vertu d'une approche globale (plutôt qu'une approche plus ciblée et plus parcellaire);
- f. Tenir des activités d'éducation populaire).

142. Considérez-vous que certaines des approches/pratiques énumérées à la question précédente doivent être davantage au cœur de la philosophie et de l'action de votre organisme? Si oui, pourquoi n'est-ce pas le cas actuellement

Question ouverte à réponse élaborée.

3.2. LES RAPPORTS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS

143. Quelle la perception dans l'organisme des différents bailleurs de fonds énumérés ci-dessous :

Question à choix multiples, gradation de 1 (négatif) à 4 (positif):

- a. Programme de financement fédéral;
- b. Programme de financement provincial;
- c. rogramme de financement municipal;
- d. Centraide;
- e. Fondation Chagnon;
- f. Autres fondations privées (Béati, Jean-Coutu...);
- g. Communautés religieuses;
- h. Commanditaires pour les activités ponctuelles;
- i. Clubs sociaux philanthropiques : ex. Chevaliers de Colomb, Club Optimiste... ;
- j. Syndicats;
- k. Caisses de bienfaisance d'employé.es : ex Bombardier, Banque de Montréal...

144. Si vous le souhaitez, vous pouvez inscrire dans le cadre ci-dessous les raisons qui expliquent votre perception positive ou négative d'un ou de plusieurs bailleurs de fonds.

Question ouverte à réponse élaborée.

145. Est-ce que les bailleurs de fond exigent de votre organisme davantage de rapports, de données ou de statistiques comparativement à la situation qui prévalait auparavant ?

Question à choix multiples (2), une seule réponse possible :

- a. Oui ;
- b. Non.

146. Est-ce que le nombre de bailleurs de fond de votre organisme a changé au fil des ans ?

Question à choix multiples (3), une seule réponse possible avec redirection :

- a. Non (redirection question #150);
- b. Oui, plus (redirection question #147);
- c. Oui, moins (redirection question #148).

147. Est-ce que cette multiplication a une incidence sur le bon fonctionnement de l'organisme si l'on compare à la situation qui prévalait dans le passé ?

Question à choix multiples (3), une seule réponse possible avec redirection à la question 149 :

- a. Non;
- b. Oui, favorise;
- c. Oui défavorise.

148. Est-ce que cette diminution du nombre de bailleurs de fonds a eu une incidence sur le bon fonctionnement de l'organisme si l'on compare à la situation qui prévalait dans le passé ?

Question à choix multiples (3), une seule réponse possible avec redirection à la question 149 :

- a. Non;
- b. Oui, favorise;
- c. Oui défavorise.

149. Si vous le souhaitez, vous pouvez expliquer pourquoi dans l'espace suivant :

Question ouverte à réponse élaborée.

3.3. INSTANCES ET ACTEURS SOCIAUX

150. Quelle est l'influence des instances ou acteurs suivants sur les demandes de financement de l'organisme

Question à choix multiples, gradation : 0 (pas d'influence) à 4 (beaucoup) :

- a. L'assemblée générale (AG);
- b. Le conseil d'administration (CA);
- c. La direction;
- d. Les employé-es (excluant la direction);
- e. Les tables de concertation (externes).

151. Quelle est l'influence des instances ou acteurs suivants sur le plan d'action et/ou le type d'intervention de l'organisme

Question à choix multiples, gradation : 0 (pas d'influence) à 4 (beaucoup) :

- a. L'assemblée générale (AG);
- b. Le conseil d'administration (CA);
- c. La direction;
- d. Les employé-es (excluant la direction);
- e. Les tables de concertation (externes).

152. Quelle est l'influence des instances ou acteurs suivants sur les décisions au quotidien au sein de l'organisme

Question à choix multiples, gradation : 0 (pas d'influence) à 4 (beaucoup) :

- a. L'assemblée générale (AG);
- b. Le conseil d'administration (CA);
- c. La direction;
- d. Les employé-es (excluant la direction);
- e. Les tables de concertation (externes).

153. Est-ce que l'influence d'un ou de plusieurs de ces acteurs est différente aujourd'hui comparativement à la situation qui prévalait dans le passé ?

Question à choix multiples (2), une seule réponse possible :

- a. Oui;
- b. Non.

154. Si vous le voulez, vous pouvez détailler dans l'espace ci-dessous la nature de l'influence qu'exercent les acteurs ou les instances énumérées dans les questions précédentes.

Question ouverte à réponse élaborée.

155. Considérez-vous que votre organisme consacre de plus en plus de temps à des tables de concertation ?

Question à choix multiples (3), une seule réponse possible

- a. Oui;
- b. Non;
- c. Ne participe pas à des tables (redirection question #158).

156. Selon vous, cette participation est-elle liée, formellement ou informellement, au maintien ou à l'obtention de certaines subventions ?

Question à choix multiples (2), une seule réponse possible

- a. Oui;
- b. Non.

157. Jugez-vous excessif le temps que votre organisme consacre à des tables de concertation ?

Question à choix multiples (2), une seule réponse possible

- a. Oui;
- b. Non.

158. Le sondage tire à sa fin. Dans l'espace ci-dessous, vous pouvez émettre des commentaires ou ajouter tout autre élément de réponse :

Question ouverte à réponse élaborée.

159. Ce sondage constitue la première phase d'une étude sur les organismes communautaires du Québec, notamment leurs liens avec les différents bailleurs de fond. Si vous souhaitez poursuivre plus avant cette réflexion avec nous, veuillez inscrire dans l'espace ci-dessous une adresse courriel où nous pourrions vous joindre :

Question ouverte à réponse simple.

Notes de fin de document

1 Malette, «Portrait du financement des organismes communautaires en santé et services sociaux : année de référence 2006-2007», présentation au Ministère de la santé et des services sociaux, 9 juillet 2009



IRIS

**Institut de recherche
et d'informations
socio-économiques**

L'IRIS, un institut de recherche sans but lucratif, indépendant et progressiste, a été fondé en 2000. L'Institut produit des recherches sur les grands enjeux de l'heure (partenariats public-privé, fiscalité, éducation, santé, environnement, etc.) et diffuse un contre-discours aux perspectives que défendent les élites économiques.

Institut de recherche et d'informations socio-économiques
1710, rue Beaudry, bureau 2.0, Montréal (Québec) H2L 3E7
514 789-2409 · www.iris-recherche.qc.ca